

6 | PLANÈTE

Le Monde
MARDI 17 JANVIER 2023

Biodiversité : les espèces invasives prolifèrent

Les plantes et animaux exotiques continuent d'affluer en France, faute de prévention et de moyens

Elle a la réputation d'être une des espèces les plus invasives de la planète. La fourmi électrique, originaire d'Amérique du Sud, a déjà colonisé presque tous les continents. Ce petit insecte à la piqûre douloureuse forme des supercolonies de plusieurs nids et fait le vide sur son territoire, chassant toutes les autres espèces. Il a aussi la rare capacité de se reproduire par donage. Cette fourmi a été découverte pour la première fois en France métropolitaine au cours de l'été 2022, dans une résidence à Toulon. Prospections autour de la zone occupée, recherche d'un traitement insecticide adapté...

En cette mi-janvier, après plusieurs mois d'investigations, l'éradication de la colonie est imminente. « Le moins évident, finalement, ça a été d'identifier ou de démanteler les bons interlocuteurs dans les services de l'État : qui fait quoi, avec quels budgets ? Il nous manquait un plan d'action bien défini », relate Olivier Blight, biologiste à l'université d'Avignon.

Pourtant, depuis cinq ans, une réglementation émerge en France, la lutte se structure contre les espèces exotiques envahissantes (EEE). Mais « il y a encore un décalage avec son application concrète sur le terrain », constate M. Blight. L'enjeu est pourtant de taille : les EEE – espèces introduites par l'humain hors de leur aire d'origine, et nuisant à la biodiversité, l'économie ou la santé – sont considérées comme l'un des cinq grands facteurs de déclin de la biodiversité dans le monde, selon la Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), le « GIEC de la biodiversité ».

En 2017, la France s'est dotée d'une stratégie nationale contre les EEE, aujourd'hui déclinée dans plus de la moitié des régions. L'année suivante, elle transposait dans son droit la liste des EEE préoccupantes au sein de l'Union européenne, une liste qui s'étioffe et comprend désormais 88 espèces interdites d'importation, de détention ou de commercialisation : jacinthe d'eau, écrevisse américaine, fléquin asiatique, bis sacré...

Cinq ans après, pourtant, le flux d'espèces exotiques envahissantes ne montre aucun signe de tarissement. Au contraire, « il continue de s'accroître fortement », relève Yohann Soubeiran, coordinateur du Centre de ressources sur les EEE (Union internationale



La renouée du Japon a envahi ce bras secondaire du Rhône, asséché. A Balx (Ardèche), le 28 juin 2022. BERTRAND TOULETIN POUR LE MONDE

pour la conservation de la nature et Office français de la biodiversité). Ces déplacements d'espèces en tous sens se sont nettement accélérés depuis les années 1950, portés par l'intensification des échanges mondialisés. Depuis les années 1970, le nombre d'EEE a augmenté de 76 % en Europe. Et depuis quarante ans, un département français voit s'installer en moyenne douze nouvelles EEE tous les dix ans.

« Agir en amont »

Face à un phénomène qui explose, la prévention apparaît de plus en plus comme la priorité numéro un. En décembre 2022, la conférence mondiale sur la biodiversité (COP15) a fixé comme objectif de réduire de 50 % l'introduction d'espèces envahissantes d'ici à 2030. Jusqu'à présent, cette prévention a pourtant été le parent pauvre de la gestion des EEE. De fait, l'immense majorité des quelque 1500 EEE estimées en Europe ne sont pas même réglées.

Et pour celles qui le sont, « il y a encore une marge de progrès importante sur le biocontrôle aux frontières, la formation du personnel des douanes, la surveillance sur le territoire », estime Yohann Soubeiran. En France, un plan national sur les EEE vise justement, depuis mars 2022, à mieux « agir en amont » : renforcement des contrôles, campagnes de sensibilisation...

Mais la tâche est complexe face au flux incessant d'espèces diverses et variées, parfois très discrètes. Sans compter celles qui représentent certains intérêts économiques, notamment pour les animaleries et jardineries, alors que nombre d'EEE se propagent depuis nos espaces verts, jardins, cages ou aquariums : tortue de Floride, jussie, arbre à papillons... « Les professionnels du végétal ont adopté un code de conduite, mais certains continuent à vendre des plantes problématiques. Il faut échanger avec eux, montrer qu'on veut les remplacer par des espèces

exotiques non invasives, et surtout par des plantes locales », estime Arnaud Albert, référent plantes exotiques envahissantes à l'Office français de la biodiversité (OFB). Plus généralement, « il faut réfléchir aux moyens de limiter les échanges en relocalisant notre économie », souligne une note de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques de décembre.

Couper le « robinet » des EEE est une chose, mais que faire quand

celles-ci sont déjà implantées dans les milieux naturels ? Une fois détectées, les campagnes d'arrachage, de piégeage ou d'abattage s'avèrent plus compliquées. « Les importants moyens humains et financiers à déployer restent un facteur limitant face aux difficultés techniques d'éradiquer les EEE présentes sur le territoire », explique le ministère de l'Écologie. Celui-ci a lancé, en 2022, un dispositif de 1,4 million d'euros pour financer une trentaine d'opérations sur le terrain – dispositif qui doit être renouvelé cette année, avec un budget de 20 millions d'euros.

Manque de moyens, d'organisation... Outre ces difficultés, un autre défi est aussi de déterminer les espèces sur lesquelles intervenir en priorité. De nombreuses incertitudes demeurent sur les menaces environnementales que peuvent représenter, ici ou là, les EEE. Celles-ci font l'objet de débats scientifiques, voire de controverses, certains chercheurs

estimant que la lutte contre ces espèces est trop systématique ou agressive. La plupart d'entre eux font néanmoins valoir que son succès dépend de sa rapidité. « Si on attend que l'espèce ait envahi le milieu pour démontrer ses impacts, il est déjà trop tard. Il faut appliquer le principe de précaution pour ne pas se laisser déborder », défend Arnaud Albert.

Les écrevisses exotiques en offrent un bon exemple. En 2019 et 2020, le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) a été informé de la présence de quelques écrevisses roux d'Amérique, qui furent rapidement éliminés. À l'inverse, l'écreuil de Pallas, d'origine asiatique, a été identifié dès les années 1990 vers Antibes. Malgré les alertes scientifiques, la lutte a tardé à se mettre en place. Aujourd'hui, en dépit de milliers d'abattages effectués par l'OFB, cet écreuil poursuit son expansion dans les Alpes-Maritimes.

Zones à sanctuariser

Certaines espèces enfin, comme le ragondin ou la renouée du Japon, sont bien trop implantées sur le territoire pour envisager encore de les éradiquer. L'idée est alors de les réguler de manière plus raisonnée, voire de vivre avec. « Par contre, on identifie des écosystèmes ou des habitats prioritaires en termes de conservation, où on concentre nos efforts. C'est la politique des camps retranchés », note Benoit Pisanu, du MNHN.

D'une lutte-espèce par espèce, la stratégie se recentre ainsi sur des zones à sanctuariser, voire à restaurer. Dans le parc national des Calanques (Bouches-du-Rhône) par exemple, l'arrachage massif de plantes invasives – espèces strictes ou agaves – s'est accompagné de la plantation de milliers d'astragales de Marseille, une espèce endémique. « L'objectif n'est pas de lutter contre des espèces exotiques en soi, mais de préserver des espèces menacées », souligne Arnaud Albert.

Autour de ces sanctuaires, de nouveaux écosystèmes hybrides prospèrent, pour le pire et pour le meilleur. « Ces néobiotas peuvent aussi être une richesse, relève M. Albert. Le flore française compte 15 à 20 % d'espèces exotiques, dont la plupart ne sont pas envahissantes. Cela devient biologique seulement quand une espèce prend le dessus partout, au point d'appauvrir la biodiversité et d'homogénéiser les paysages. »

ANGELA BOLLIS

La Chine réévalue le nombre de décès liés au Covid-19

Sous la pression, les autorités ont reconnu 60 000 morts liées au virus dans les hôpitaux, bien plus qu'admis officiellement jusqu'à présent

La pression était devenue trop forte. Les autorités chinoises ont reconnu, samedi 14 janvier, que le nombre de décès liés au Covid-19 était largement supérieur à celui qui était indiqué jusqu'alors. Entre le 8 décembre 2022, premier jour de l'après-zéro Covid, et le 12 janvier, le nombre de morts liés à la maladie dans les hôpitaux chinois s'est élevé à 59 938, a indiqué Jiao Yahui, directrice du bureau de l'administration médicale au sein de la commission nationale de santé. Sur ce nombre, 5503 décès sont dus à une insuffisance respiratoire, et les 54 435 autres résultent d'une combinaison du Covid-19 et d'autres affections. L'âge moyen des personnes décédées s'établit à 80,3 ans, a-t-elle précisé. Neuf patients décédés sur dix étaient âgés de 65 ans et plus.

Jusqu'alors, la Chine ne comptabilisait que les décès dus à une insuffisance respiratoire, et non les décès « liés » au Covid-19. Cette définition très restrictive avait été critiquée par la communauté internationale et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Cette dernière a salué la nouvelle communication. Après une discussion téléphonique, samedi, entre Ma Xiaowei, directeur de la commission nationale de la santé, et Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS, ce dernier a dit « apprécier » les informations délivrées par la Chine. Il a demandé néanmoins que ces informations détaillées « continuent d'être partagées » à l'avenir, précise le communiqué de l'OMS. Les données fournies semblent indiquer que le pic de l'épidémie est passé. Le nombre de cas sévères aurait atteint son plus haut le 5 janvier, avec 228 000 cas, contre

105 000 une semaine plus tard. Officiellement, le taux d'occupation des lits d'hôpitaux en soins intensifs le 12 janvier était de 75,3 %. Prudente, l'OMS souhaite que la Chine publie davantage de données par province. Elle demande également à Pékin de partager davantage le séquençage du virus.

Chiffres spectaculaires

Plus fondamentalement, l'OMS juge que, « globalement, l'épidémiologie (...) est similaire aux vagues d'infection qu'ont connues d'autres pays, comme l'est l'augmentation de la pression sur les services de santé ». En clair, la politique zéro Covid menée par la Chine de janvier 2020 au 7 décembre 2022 n'a pas permis au pays de se prémunir durablement contre le virus mais n'a fait que retarder de trois ans les échanges. D'autant que le nombre de décès réel est bien supérieur aux

59 938 indiqués, puisque ce dernier chiffre ne prend en compte que les décès survenus à l'hôpital.

Or, quoi qu'en disent les statistiques officielles, nombre d'hôpitaux étant débordés, beaucoup de malades meurent à domicile. « Le taux de personnes hospitalisées par rapport au nombre de cas est très inférieur au taux calculé sur la France (...), preuve d'une saturation importante », indiquent les experts français de l'association Solidarités Covid, basée en Chine. Selon eux, « la simulation du nombre de cas sévères sur la base des observations en Chine [avant le 7 décembre 2022] est trois à quatre fois supérieure aux données du rapport. Il y a donc beaucoup de malades graves hors hospitalisation, et donc de décès non hospitalisés ».

Les internautes chinois sont également sceptiques. Si nombre d'entre eux se félicitent de la transparence accrue des autori-

tés, le nombre de 60 000 décès à l'hôpital en cinq semaines leur semble sous-évalué. Un spécialiste des questions de santé fait remarquer qu'il y a 36 000 hôpitaux en Chine et que ceux-ci ont plus que largement les moyens de faire face à 60 000 décès. S'ils sont débordés, c'est donc que la réalité dépasse le chiffre officiel.

Ce fondant sur les précédents dans d'autres pays asiatiques, les experts en épidémiologie de la société Aifinity, basée à Londres, estiment que la levée des mesures anti-Covid-19 en Chine pourrait entraîner entre 1,3 million et 2,1 millions de décès. Des chiffres spectaculaires, mais qu'il faut rapporter aux 10 millions de décès recensés chaque année dans le pays. Une des principales inconnues concerne l'évolution du virus en Chine alors que le Nouvel An lunaire sera célébré le 22 janvier, un événement qui donne habituelle-

ment lieu au plus grand nombre de déplacements d'étrangers humains dans le monde. Attendu que les Chinois sont en vacances du 21 au 27 janvier mais que les festivités s'étendent sur quarante jours, le ministère des transports s'attend à 2 milliards de déplacements durant cette période. Ce serait donc fois plus élevé qu'en 2022, mais cela correspondrait à 70 % des voyages effectués durant la même période en 2019.

Le phénomène pourrait accélérer la propagation du virus en zone rurale. Car la vague qui a touché les grandes agglomérations comme Pékin et Shanghai dès décembre 2022 a contraint beaucoup d'entreprises à fermer et poussé de nombreux travailleurs migrants à rentrer chez eux plus tôt, ce qui pourrait expliquer la contamination de zones reculées, déjà plus rapide que prévu. ■

FRÉDÉRIC LEMAITRE